

Le (vrai) modèle allemand

[Guillaume Duval](#) 01/03/2018 [Alternatives Economiques n°377](#)

Le 6 février dernier, le puissant syndicat allemand IG Metall et le patronat de la métallurgie mettaient un terme à un des conflits sociaux les plus longs et tendus de l'après-guerre chez nos voisins. Leur accord prévoit notamment que les salariés qui le souhaitent pourront réduire leur temps de travail à 28 heures par semaine pendant deux ans, avec garantie de retour au temps plein ensuite. A côté des classiques hausses de salaires, c'était la revendication phare d'IG Metall et celle sur laquelle le patronat n'a rien voulu lâcher pendant plusieurs semaines. Quelques jours plus tard, c'était, en France, le vingtième anniversaire du vote de la loi sur les 35 heures le 10 février 1998.

Cette concordance des temps est l'occasion de rappeler que la semaine de 35 heures, longtemps avant de devenir une loi française, avait d'abord été une revendication centrale des syndicats allemands : IG Metall avait fait en particulier sept semaines de grève en 1984 pour les obtenir. Il a eu finalement gain de cause en 1995, trois ans avant la France : depuis vingt-trois ans, la métallurgie allemande travaille donc elle aussi 35 heures par semaine. Si les 35 heures étaient vraiment la cause principale de la désindustrialisation en France, comme on le prétend si souvent, cela devrait être également le cas chez nos voisins, d'autant que le coût du travail des ouvriers allemands de la métallurgie reste supérieur à celui de leurs homologues français. Or, chacun sait ce qu'il en est...

Même s'il n'a pas obtenu la compensation salariale qu'il demandait, IG Metall nous montre aujourd'hui encore la voie. En effet, il ne s'agit plus forcément de revendiquer une nouvelle baisse généralisée du temps de travail hebdomadaire, mais plutôt d'organiser des possibilités individualisées de réduction du temps de travail tout au long de la vie : la flexibilité du temps de travail ne doit plus être à sens unique, seulement quand cela arrange les chefs d'entreprise. Mais pour l'instant, Emmanuel Macron préfère chercher son inspiration en la matière chez Nicolas Sarkozy plutôt que du côté du "modèle allemand" : comme son prédécesseur en 2007, notre président veut éliminer lui aussi les cotisations sociales sur les heures supplémentaires pour inciter les salariés déjà en poste à allonger leur temps de travail. Absurde.